

La 16^e Conférence du travail

Pour remédier à la crise économique et au chômage

La conférence a abordé l'après-midi l'examen des résolutions présentées par différents délégués.

M. Jouhaux, délégué ouvrier français, a développé sa résolution tendant, pour remédier à la crise économique et au chômage qui en est la conséquence, à l'introduction par voie de réglementation internationale de la semaine de 40 heures dans tous les pays industriels. Cette résolution a été combattue par M. Oersted, qui, au nom du groupe patronal, a donné lecture d'une déclaration exposant les raisons pour lesquelles celui-ci la considère comme inopportune et dangereuse.

Le délégué gouvernemental allemand a déclaré qu'il voterait pour la résolution, tandis que le délégué gouvernemental britannique votera contre. La résolution a encore été combattue par M. Lambert Ribot, délégué patronal français, et M. Forbes Watson, délégué patronal britannique, tandis qu'elle était appuyée par M. Mertens, au nom du groupe ouvrier. M. Jouhaux a répondu aux objections qui lui avaient été présentées.

Au vote, à l'appel nominal, la résolution a été adoptée par 48 voix contre 37.

La conférence a passé ensuite à la résolution présentée par MM. Jouhaux, Mertens et Schürch, délégués ouvriers français, belge et suisse, pour essayer de remédier à la crise générale dont souffre l'économie du monde. M. Jouhaux a développé les quatre points de la résolution.

M. O'Rahilly, délégué gouvernemental irlandais, a développé l'amendement qu'il a présenté dont le but est non de modifier le fond de la résolution, avec lequel M. O'Rahilly est d'accord, mais de lui donner une forme qui lui assure un plus grand nombre d'adhésions.

Au cours de la discussion, la résolution a été appuyée par M. Ferrarens, secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats chrétiens, par M. Razza, délégué ouvrier italien, et par le délégué gouvernemental du Chili.

M. Gérard, délégué patronal (Belgique), a déclaré qu'il s'abstiendrait pour l'amendement de M. O'Rahilly, mais qu'il voterait contre la résolution, car la participation de l'Organisation internationale du travail à la Conférence du travail n'est pas de la compétence de cette dernière.

La suite de la discussion a été renvoyée à samedi, à 9 h.

La guerre et les enfants

Nous allons entrer dans la période au cours de laquelle les enfants nés pendant la guerre arriveront à la vie politique. C'est là un fait considérable dont il faut mesurer les conséquences. On dit parfois que la diminution de la natalité pendant la guerre pourrait être un remède à la crise de chômage. Mais c'est ne voir qu'un côté des choses. Ce n'est pas seulement le nombre des enfants qui a été influencé par la guerre, c'est surtout leur résistance physique et leur constitution morale. A ce point de vue, on consultera avec intérêt la brochure que l'Union internationale de secours aux enfants vient de publier à l'occasion de la Conférence du désarmement. Elle a réuni un certain nombre de lettres d'écrivains célèbres, par exemple Thomas Mann, Georges Duhamel, Galsworthy, Selma Lagerlöf, Noëlle Roger, etc., et les fait suivre d'un rapport sur les effets qu'a eus la guerre sur l'enfance dans les différents pays.

On y trouvera des chiffres et des faits vraiment dramatiques. En 1919, dans certaines régions de l'Europe, 90 % des enfants au-dessous de dix ans étaient sérieusement affaiblis ; 30 à 60 % des habitants avaient perdu le 30 à 35 % de leur poids normal. Au point de vue de la délinquance juvénile, l'année 1918 a marqué un record dans tous les pays. En Allemagne, le nombre des orphelins de guerre a été de un million et demi et celui des enfants invalides de 800.000. Le manque de surveillance dans la famille, la fermeture de nombreuses écoles, combinée avec une misère économique croissante, ont eu pour effet une augmentation effrayante de la criminalité.

Tels sont les enfants qui deviennent des hommes en ce moment et l'on s'étonnerait qu'il en résulte certains troubles dans l'ordre politique !

GRANDE-BRETAGNE

Les Communes et les Indes

Le secrétaire d'Etat pour l'Inde dénonce la propagande antibritannique

Londres, 29 avril.

(De notre correspondant)

Durant un débat sur l'Inde, au cours duquel divers députés, et notamment M. Churchill, ont réaffirmé qu'il ne fallait à aucun prix céder le gouvernement de ce pays aux cliques extrémistes, sir Samuel Hoare, secrétaire d'Etat pour l'Inde, a fait aux Communes l'apologie de l'administration britannique. Il a rappelé que, dans tous les domaines, la Grande-Bretagne travaillait pour la paix de l'Inde, et cela l'a amené à dénoncer longuement et en termes véhéments les propagandistes qui « vilipendent le régime et les traditions britanniques aux Indes ».

Sir Samuel Hoare regrette certainement qu'il n'y ait pas moins de 26.000 personnes, hommes et femmes, actuellement incarcérées dans les prisons pour délits politiques (il y a quelques jours, il disait aux Communes que

le nombre des condamnations pour désobéissance civile avait été de 15.000 en janvier, 13.000 en février et 7000 en mars), mais il dément que ces chiffres prouvent que l'Inde est sous le talon de fer d'une tyrannie analogue à la tyrannie soviétique. Selon lui, l'Inde traverse une phase que bien d'autres pays connaissent en ce moment.

Pourtant, a-t-il observé, il s'exerce en Angleterre, sur le continent et aux Indes, une propagande dénuée de scrupules, qui cherche à dénigrer le régime britannique. A Londres même a circulé un document émanant, suppose-t-on, des « Amis de l'Inde ».

Je n'ai jamais vu formuler d'accusations plus grossières et plus outrageantes, dans un but de propagande politique. L'autre jour, un Suisse est venu haranguer les membres de la Chambre des communes. J'ignore pourquoi tant d'importance a été accordée à ce Suisse, à Westminster, alors qu'il me semble que nul ne fait attention à lui dans son propre pays. Ce monsieur a énuméré un certain nombre d'accusations sans fondement. La seule que je veux citer affirme que l'unique endroit où les femmes ne sont pas en sécurité aux Indes, c'est entre les murs des casernes britanniques.

Le ministre a fait alors l'éloge des troupes anglaises, puis il a donné l'assurance que, malgré cette propagande, le gouvernement poursuivra son œuvre politique et maintiendra l'ordre aux Indes. Il a enfin justifié les expéditions punitives des escadrilles de la Royal Air Force, qui, a-t-il dit, ont agi d'une manière extrêmement humaine. Un autre débat sur l'Inde aura lieu prochainement.

L'Irlande et le serment d'allégeance

La Dail a voté en seconde lecture par 77 voix contre 70 le projet de loi visant à abolir le serment d'allégeance.

FRANCE

A la veille du scrutin

MM. Herriot et Tardieu précisent leur attitude

Paris, 29 avril.

(De notre correspondant)

La première phase de la campagne électorale est sur le point de s'achever. Elle reprendra d'ailleurs après le scrutin de dimanche en vue du second tour, et cette seconde et plus courte période sera la plus importante, car ce sont en général les résultats du ballottage qui donnent à une élection son orientation. Jusqu'au bout la campagne aura été en général extrêmement calme, mais elle aura été marquée par un assez grand nombre de discours de leaders politiques. C'est surtout entre M. Tardieu et M. Herriot que se sont établis des dialogues. Malheureusement ceux-ci n'ont pas éclairci la situation, qui s'est au contraire plutôt embrouillée et obscurcie ces derniers jours.

Certaines déclarations faites il y a huit jours par M. Herriot avaient donné à penser qu'il répudiait définitivement l'alliance socialiste, dans tous les cas au Parlement. Mais M. Tardieu ayant fait remarquer dans son discours de jeudi, lu à Belfort par M. Cathala, que d'assez nombreux radicaux-socialistes s'alliaient sur le terrain électoral aux socialistes, et que cela crée une grosse équivoque, M. Herriot est plus ou moins revenu sur ses déclarations antérieures. Il a dit qu'il ne formerait pas un ministère exclusivement radical avec l'unique soutien des socialistes, ce qui est tout autre chose que ce qu'il avait dit précédemment. « Le parti radical est, et demeurera libre, a-t-il déclaré... » Le moment venu, nous délibérerons sur les moyens de donner à la France un gouvernement véritablement républicain », ce qui veut dire que, selon l'orateur radical-socialiste, le gouvernement de M. Tardieu n'est pas républicain.

Dans ces conditions, on ne peut pas dire que dans la prochaine Chambre les radicaux-socialistes ne conclueront pas d'accord avec les socialistes. C'est pour cela sans doute que M. Tardieu a donné pour mot d'ordre à ses partisans de voter contre tout candidat qui solliciterait pour le ballottage l'appoint des voix socialistes, ou qui promettrait aux socialistes l'appoint de sa propre voix.

Quoi qu'il en soit, il n'y a plus qu'à attendre les résultats de la journée de dimanche.

SUEDE

Une des transactions de Kreuger

Stockholm, 29 avril.

M. Lauritzen, directeur de la Skandinaviskakreditaktiebolaget a donné les explications suivantes sur la transaction par laquelle Kreuger a dérobé à l'International Matches Corporation le montant de 50 millions de dollars de bons allemands, cela sans les remplace par d'autres valeurs :

En septembre 1931, dit-il, des négociations ont été entamées entre la banque et Kreuger en vue d'une extension de crédit à Kreuger. La banque a réclamé alors l'échange des hypothèques existant pour les emprunts antérieurs et constituées principalement par des titres du groupe Kreuger, contre d'autres hypothèques. Une banque danoise annonça bientôt qu'elle avait reçu de l'International Matches Corporation des bons d'Etat allemands pour un montant de 50 millions et l'International Matches Corporation a envoyé une lettre demandant que les bons soient mis à la disposition de Kreuger. Par la suite des actions Kreuger d'un montant total de 62 millions de couronnes ont été échangées contre 30 millions de bons allemands et quelques autres hypothèques. Kreuger a utilisé ensuite 12 des 20 millions de bons allemands non